



## PROJET DE DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N° : 2025-03-07

### RESSOURCES HUMAINES 4.2

Nombre de membres composant

le Conseil Municipal : 33

Membres en exercice : 33

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, LE HUIT MARS

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DU RAINCY, DUMENT CONVOQUE PAR M. LE MAIRE, S'EST ASSEMBLE AU LIEU ORDINAIRE DE SES SEANCES, EN SESSION ORDINAIRE

Date de convocation :

27 février 2025

Date d'affichage :

27 février 2025

### VOTE :

pour .....

contre .....

abstentions .....

Présents :

Absents et représentés :

Absents :

SECRÉTAIRE DE SEANCE :

Objet :

**MISE EN ŒUVRE DE L'INDEMNITE SPECIALE DE  
FONCTION ET D'ENGAGEMENT (ISFE) DES POLICIERS  
MUNICIPAUX**

**RAPPORTEUR : Monsieur le Maire**

### NOTE DE SYNTHÈSE :

Pour rappel, lors de sa séance du 16 décembre 2020, le Conseil municipal a adopté une délibération instituant le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP). Cet outil indemnitaire, qui a remplacé la plupart des primes et indemnités, a fait l'objet d'une nouvelle délibération le 10 octobre 2022 afin qu'il soit généralisé à l'ensemble des cadres d'emplois présents dans la collectivité à l'exception de ceux appartenant à la filière police municipale qui n'était pas éligible à cet outil indemnitaire.

Le décret n° 2024-614 du 26 juin 2024 est venu instituer un nouveau régime indemnitaire en remplacement des primes et indemnités actuelles (indemnité spéciale mensuelle de fonctions et l'indemnité d'administration et de technicité) de la filière police municipale.

Ce nouveau régime repose sur une indemnité spéciale de fonction et d'engagement (ISFE), composée d'une part fixe et d'une part variable.

La part fixe est déterminée en appliquant au montant du traitement soumis à retenue pour pension un taux individuel fixé par la collectivité territoriale dans la limite des taux suivants :

- 33 % pour les directeurs de police municipale,
- 32 % pour les chefs de service de police municipale,
- 30 % pour les agents de police municipale et les gardes champêtres.

Cette part fixe est versée mensuellement.

La part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement tient compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir appréciés selon des critères définis par l'organe délibérant et dans la limite des montants suivants :

- 9 500 euros pour les directeurs de police municipale,
- 7 000 euros pour les chefs de service de police municipale,
- 5 000 euros pour les agents de PM et les gardes champêtres.

La part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement peut être versée mensuellement dans la limite de 50 % des plafonds mentionnés précédemment. Elle peut être complétée d'un versement annuel sans que la somme des versements dépasse ce même plafond.

De plus, lors de la première application de ce nouveau régime indemnitaire, le décret prévoit la possibilité de maintenir le montant indemnitaire mensuel perçu au titre du régime indemnitaire antérieur si l'application du nouveau dispositif aboutit à un montant indemnitaire mensuel inférieur à celui perçu au titre du régime indemnitaire antérieur.

Par ailleurs, l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est exclusive de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir à l'exception :

- des indemnités horaires pour travaux supplémentaires,
- des primes et indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés,
- des astreintes,
- du dépassement régulier du cycle de travail.

Les décrets relatifs au régime indemnitaire en vigueur jusqu'à présent seront abrogés le 1er janvier 2025. Les collectivités territoriales doivent donc délibérer avant cette date pour instaurer l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement, faute de quoi les agents relevant de la filière police municipale ne pourraient plus bénéficier de régime indemnitaire.

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code Général de la Fonction Publique et notamment son article L. 714-13,

**VU** le décret n° 2024-614 du 26 juin 2024 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale et des fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des gardes champêtres,

**VU** le décret n° 2011-444 du 21 avril 2011 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des chefs de service de police municipale,

**VU** le décret n° 2006-1392 du 17 novembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des directeurs de police municipale,

**VU** le décret n° 2006-1391 du 17 novembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de police municipale,

**Vu** la présentation en commission de la Vie municipale en date du 7 février 2025,

**CONSIDERANT** qu'à la suite de la parution du décret n° 2024-614 du 26 juin 2024, les fonctionnaires relevant de la filière police municipale peuvent bénéficier de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement (ISFE) qui est un nouveau régime indemnitaire remplaçant le régime indemnitaire actuel (indemnité spéciale mensuelle de fonctions et indemnité d'administration et de technicité),

**CONSIDERANT** qu'il est nécessaire d'appliquer cette indemnité spéciale de fonction et d'engagement aux fonctionnaires de la commune relevant des cadres d'emplois des directeurs de police municipale, chefs de service de police municipale et agents de police municipale,

**CONSIDERANT** que l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est composée d'une part fixe et d'une part variable,

**CONSIDERANT** que la part fixe est déterminée en appliquant au montant du traitement soumis à retenue pour pension un taux individuel fixé par l'organe délibérant dans la limite des taux suivants :

- 33% pour le cadre d'emplois des directeurs de police municipale,
- 32% pour le cadre d'emplois des chefs de service de police municipale,

- 30% pour le cadre d'emplois des agents de police municipale,

**CONSIDERANT** que le montant annuel de la part variable est déterminé par le Conseil municipal dans la limite de :

- 9 500 euros pour le cadre d'emplois des directeurs de police municipale,
- 7 000 euros pour le cadre d'emplois des chefs de service de police municipale,
- 5 000 euros pour le cadre d'emplois des agents de police municipale,

**CONSIDERANT** que la part variable tient compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir appréciés selon des critères ci-dessous définis par le Conseil municipal :

- compétences professionnelles et techniques,
- niveau de responsabilité,
- contraintes ou sujétions particulières,
- atteinte des objectifs d'intervention sur le terrain,
- niveau d'organisation de prévention,
- capacité d'encadrement,
- résultats professionnels obtenus par l'agent et atteinte des objectifs,

**CONSIDERANT** que les décrets relatifs au régime indemnitaire des fonctionnaires des cadres d'emplois des directeurs de police municipale, des chefs de service de police municipale et des agents de police municipale sont abrogés à partir du 1er janvier 2025 et qu'il convient d'instaurer l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement des policiers municipaux,

**APRES AVOIR ENTENDU L'EXPOSE, IL EST PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL DE BIEN VOULOIR :**

**ARTICLE 1 : INSTAURER** l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

**ARTICLE 2 : PRECISER** que l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement, composée d'une part fixe et d'une part variable, est mise en place pour les cadres d'emplois suivants :

- directeurs de police municipale,
- chefs de service de police municipale,
- agents de police municipale.

**ARTICLE 3 : PRECISER** que la part fixe de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est déterminée en appliquant au montant du traitement soumis à retenue pour pension un taux individuel fixé par l'organe délibérant dans la limite des taux suivants :

CADRES D'EMPLOIS	TAUX INDIVIDUEL MAXIMUM
Directeurs de police municipale	33 % du traitement mensuel brut soumis à retenue pour pension
Chefs de service de police municipale	32 % du traitement mensuel brut soumis à retenue pour pension
Agents de police municipale	30 % du traitement mensuel brut soumis à retenue pour pension

La part fixe de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est versée mensuellement.

**ARTICLE 4 : PRECISER** que la part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement tient compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir appréciés selon les critères suivants :

- compétences professionnelles et techniques,
- niveau de responsabilité,
- contraintes ou sujétions particulières,
- atteinte des objectifs d'intervention sur le terrain,
- niveau d'organisation de prévention,

- capacité d'encadrement,
- résultats professionnels obtenus par l'agent et l'atteinte des objectifs.

L'appréciation de l'engagement professionnel et de la manière de servir se fonde sur l'entretien professionnel.

Le plafond annuel de la part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est fixé dans la limite des montants suivants :

CADRES D'EMPLOIS	MONTANT ANNUEL MAXIMUM
Directeurs de police municipale	9 500 euros
Chefs de service de police municipale	7 000 euros
Agents de police municipale	5 000 euros

La part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est versée mensuellement dans la limite de 50 % du plafond annuel défini précédemment. Ce montant pourra être complété par un versement annuel sans que la somme des versements ne dépasse ce même plafond.

**ARTICLE 5 : PRECISER** que le dispositif de sauvegarde est fixé conformément à l'article 7, dernier alinéa du décret n° 2024-614 du 26/06/2024, lors de la première application des dispositions dudit décret, si le montant indemnitaire mensuel perçu par le fonctionnaire est inférieur à celui perçu au titre du régime indemnitaire antérieur, à l'exclusion de tout versement à caractère exceptionnel, ce montant précédemment perçu peut être conservé, à titre individuel et au titre de la part variable, au-delà du pourcentage mentionné précédemment (de 50% du plafond annuel défini par le Conseil municipal) et dans la limite du montant annuel maximum défini à l'article 4 de la présente délibération.

**ARTICLE 6 : FIXER** les cas de maintien et de suspension de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement (part fixe et part variable) de la manière suivante :

L'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est intégralement maintenue pendant :

- les congés annuels
- le congé de maternité,
- le congé de paternité et d'accueil de l'enfant,
- le congé de naissance,
- le congé pour l'arrivée d'un enfant en vue de son adoption,
- le congé d'adoption.

En cas de temps partiel thérapeutique, le versement de l'ISFE est calculé au prorata de la durée effective du service, conformément à la circulaire du 15/05/2018 du ministère de l'Action et des comptes publics relative au temps partiel thérapeutique dans la fonction publique.

Le versement de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement n'est pas maintenu en cas de :

- congé de maladie ordinaire,
- congé pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS) : accident de service, accident de trajet et maladie professionnelle ou imputable au service.
- congé longue maladie,
- congé de longue durée,
- congé de grave maladie.

**ARTICLE 7 : PRECISER** que le réexamen du montant mensuel de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement attribué à l'agent fera l'objet d'un réexamen :

- en cas de changement de fonctions,
- au moins tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent (approfondissement de sa connaissance de l'environnement de travail et des procédures, l'amélioration des savoirs techniques et de leur utilisation, ...),

- en cas de changement de grade à la suite d'une promotion ou réussite à un examen ou un concours.

**ARTICLE 8 : PRECISER** les règles de cumul et de non cumul de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement de la manière suivante :

L'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est exclusive de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir à l'exception :

- des indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) attribuées dans les conditions fixées par le décret n° 2002-60 du 14/01/2002,
- des primes et indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés
- des astreintes,
- du dépassement régulier du cycle de travail tel que défini par le décret n° 2001-623 du 12/07/2001.

**ARTICLE 9 : PREVOIR** que les montants maxima (plafonds) ou taux maxima feront l'objet d'un ajustement automatique lorsque les montants ou taux prévus dans le décret n° 2024-614 du 26/06/2024 seront revalorisés.

**ARTICLE 10 : AJOUTER** que l'attribution individuelle sera décidée par l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté appliquant les dispositions de la présente délibération. Elle sera versée mensuellement. Le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

**ARTICLE 11 : FIXER** la date d'effet de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement et les dispositions de la présente délibération au 1<sup>er</sup> janvier 2025.

**ARTICLE 12 : PRECISER** que les crédits seront inscrits au budget de chaque exercice concerné.

**ARTICLE 13 : DIRE** qu'ampliation de la présente délibération sera adressée au Préfet et au Comptable Public.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an  
susdits (au registre suivent les signatures),  
POUR EXTRAIT CONFORME

**Jean-Michel GENESTIER,**  
**Le Maire**

---

*La présente Délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès de la commune ; étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'Article R 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de, respectivement un et deux mois, pour saisir le Tribunal.*